

Manifestation des médecins grévistes à Paris : revendications, « mobilisation historique », appel à Lecornu... Ce que l'on sait

La manifestation s'inscrit dans le cadre d'une grève du 5 au 15 janvier, qui devrait connaître un point d'orgue en début de semaine prochaine lorsque de nombreuses cliniques privées seront affectées par des fermetures de blocs opératoires.

Des médecins libéraux [en grève depuis lundi](#) défilent ce samedi 10 janvier à Paris contre une « *dérive autoritaire* » qui menace selon eux leur « *liberté d'exercice* », appelant le Premier ministre Sébastien Lecornu à leur « *faire des propositions* ».

« *Maltraiter les soignants, c'est maltraiter les patients* », proclame la banderole de tête portée par les syndicats représentatifs des professionnels. La manifestation s'inscrit dans le cadre d'une grève du 5 au 15 janvier, qui devrait connaître un point d'orgue en début de semaine prochaine lorsque de nombreuses cliniques privées seront affectées par des fermetures de blocs opératoires.

• Des mesures pour « contraindre la médecine libérale »

« *Nous voulons défendre notre liberté* » car l'esprit des « *mesures qui ont mis le feu aux poudres* », « *c'était de contraindre la médecine libérale* » avec « *des taxations, des limitations, des pénalités* », a résumé Franck Devulder, président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) lors d'une conférence de presse dans la matinée. En France, « *les besoins de soins augmentent mais les moyens dédiés à la santé diminuent, alors forcément, il y a une inadéquation* », a déploré la présidente du premier syndicat des généralistes, Agnès Giannotti.

Les médecins libéraux ont déjà obtenu la suppression de plusieurs mesures présentes dans la version initiale du budget de la Sécurité sociale, comme la surtaxation des dépassements d'honoraires ou l'obligation de consulter et d'alimenter le dossier médical partagé (DMP) des patients. Plusieurs [points irritants subsistent toutefois](#), dont la possibilité donnée au directeur de l'Assurance maladie de fixer unilatéralement des tarifs médicaux dans certains cas ou la réduction à un mois de la durée maximale d'un premier arrêt de travail.

Les praticiens s'opposent à d'autres mesures en cours d'examen par le Parlement, comme la possibilité d'imposer des objectifs de réduction des prescriptions aux médecins qui prescrivent nettement plus que leurs confrères en situation comparable. Et ils redoutent des entraves futures à leur liberté d'installation. « *Tout passer par la loi, c'est délétère* », a souligné Agnès Giannotti, dénonçant aussi une « *dérive autoritaire* » chez les parlementaires. « *On demande de respecter, de sanctuariser la convention médicale, l'accord qu'on signe avec l'Assurance maladie* » tous les quatre ans pour réguler le secteur, a souligné Patricia Lefébure, présidente du syndicat FMF.

Les internes, également mobilisés, dénoncent la mise en place « *bâclée* » de la réforme instaurant une quatrième année de médecine générale, qui devait initialement leur offrir un an de stage en libéral mais va, par manque de places, pousser de nombreux étudiants à rester « *une année de plus à l'hôpital* », selon leurs représentants.

- **La ministre de la Santé discréditée, Lecornu appelé**

Signe de la tension ambiante, l'intersyndicale a refusé vendredi un rendez-vous avec [la ministre de la Santé Stéphanie Rist](#) à l'issue de la manifestation, estimant qu'elle connaissait déjà « *depuis longtemps les points bloquants* ». « *Je leur ai fait un courrier pour leur dire que ma porte était ouverte* », a insisté la ministre sur Europe 1 ce samedi.

La ministre « *est en campagne électorale* » (pour sa réélection dans le cadre d'une législative partielle, NDLR) et « *nous ne savons pas si elle sera là à la fin du mois* », a répondu la présidente du syndicat SML Sophie Bauer.

Au vu de la « *mobilisation historique* », « *il est grand temps qu'au plus haut niveau de l'Etat, le Premier ministre Sébastien Lecornu nous donne des réponses concrètes* », a renchéri Franck Devulder.

- **Une « grève perlée »**

Selon la ministre de la Santé - qui reçoit les statistiques avec un délai de 48 heures - l'activité avait diminué mardi de 19 % chez les généralistes et 12 % chez les spécialistes. Des chiffres « *pas représentatifs* » selon les syndicats car le mouvement prend souvent la forme d'une « *grève perlée* », les praticiens ouvrant certains jours pour ne pas pénaliser leurs patients.